



Les Français et la participation politique

Anne Muxel

► To cite this version:

| Anne Muxel. Les Français et la participation politique. 2006. hal-00972990

HAL Id: hal-00972990

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972990>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

2^{ème} vague – Automne 2006

LES FRANÇAIS ET LA PARTICIPATION POLITIQUE

Anne MUXEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.

Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les Français et la participation politique

La seconde vague du Baromètre Politique Français permet d'évaluer les dispositions des Français à l'égard du système politique ainsi que le niveau de leur implication dans le jeu démocratique. Cela à équidistance à peu près d'un moment fort de mobilisation collective et de protestation à l'encontre de la mise en place du CPE au printemps dernier et des prochaines échéances électorales du printemps prochain. Comment les Français envisagent-ils les modalités de leur participation politique ? A six mois de l'élection présidentielle, se montrent-ils intéressés par la politique ? Leurs dispositions portent-elles les traces de la vive contestation ayant abouti au retrait du CPE ?

La première vague du Baromètre avait permis de dresser un constat particulièrement préoccupant quant au lien des Français à la classe politique. La défiance était de mise : 69% d'entre eux ne faisaient confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner. Mesuré au cœur d'une période intense de manifestations, le potentiel protestataire apparaissait particulièrement élevé : 50% se déclaraient prêts à participer à une manifestation pour défendre leurs idées.

Six mois plus tard, le niveau de défiance recule légèrement (-4 points), mais ce sont toujours près des deux tiers des Français (65%) qui n'accordent pas leur confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner, et encore 59% qui pensent que le résultat de l'élection ne permettra pas d'améliorer les choses en France. Ces chiffres montrent à l'évidence la persistance d'un climat de désenchantement et de suspicion à l'encontre de la sphère politique. S'ajoute à cela qu'une majorité de Français réitère une désapprobation à l'égard du CPE : 54% déclarent qu'ils lui étaient opposés au printemps dernier. Enfin, bien que toujours très significatif dans le paysage politique français, notre seconde vague enregistre un net recul du potentiel protestataire : 41% (- 9 points par rapport à la vague 1) se disent prêts à manifester pour défendre leurs idées.

A l'automne 2006, le divorce entre les Français et leurs représentants apparaît donc toujours aussi criant, et, bien qu'atténuée, la disposition à la protestation et à la contestation, reste importante, particulièrement dans certains groupes ou secteurs de la population.

Une baisse du potentiel protestataire

Alors que le niveau d'intérêt des Français pour la politique reste remarquablement stable entre les deux vagues du Baromètre (44% en vague 1 et 45% en vague 2 s'intéressent beaucoup ou assez à la politique), ainsi que le nombre de ceux déclarant voter à toutes les élections (50% en vague 1 et 51% en vague 2), la disposition à participer à une manifestation recule dans toutes les catégories de la population. Néanmoins quatre Français sur dix sont toujours prêts à manifester, ce qui dans une période de relative mise en veille des mobilisations collectives reste un potentiel significatif et révélateur d'un mécontentement social et politique sous-jacent.

C'est parmi les hommes et les classes d'âge les plus jeunes que le recul de la protestation est le plus visible : - 12 points parmi les hommes, - 19 points parmi les 18-24 ans, et - 13 points parmi les 25-34 ans. Ce recul est plus accusé parmi les jeunes peu ou pas diplômés (-19 points parmi les

18-30 ans n'ayant pas le Baccalauréat, -14 points parmi les 18-30 ans diplômés de l'enseignement supérieur). La disposition à manifester est toujours importante dans la population étudiante (53% soit 12 points de plus que la moyenne). Le potentiel protestataire habituellement plus marqué dans le secteur public semble accuser un recul significatif tandis qu'il se maintient à un niveau constant et relativement élevé (48%) au sein des salariés du secteur privé. Enfin, c'est en région Ile de France que la disposition à manifester apparaît toujours la plus affirmée (47%).

L'opposition au CPE, toujours majoritaire dans l'opinion, connaît des inflexions selon les catégories de la population. Là encore les jeunes, et tout particulièrement les jeunes faiblement dotés scolairement, se montrent les plus hostiles (68% contre 57% lorsqu'ils ont un diplôme supérieur au Baccalauréat parmi les 18-30 ans), mais aussi la population étudiante (67%). Les segments de la population les plus âgés (35% seulement parmi les 65 ans et plus étaient opposés au CPE) ainsi que les indépendants apparaissent nettement moins hostiles.

La baisse du potentiel protestataire et les traces de la mobilisation anti-CPE selon les caractéristiques socio-démographiques (%)

	Vague 1	Vague 2	Ecart Vague 1/vague 2	Opposés au CPE
Hommes	57	45	- 12	53
Femmes	44	38	- 6	54
18-24 ans	67	48	- 19	68
25-34 ans	57	44	- 13	61
35-49 ans	51	44	- 7	57
50-64 ans	49	42	- 7	52
65 ans et plus	34	32	- 2	35
18-30 ans < Bac	58	39	- 19	68
18-30 ans = Bac	65	50	- 15	67
18-30 ans > Bac	62	48	- 14	57
Travaille	54	42	- 12	58
Au chômage	59	41	- 18	65
Etudiant	70	53	- 17	67
Indépendant	40	34	- 6	33
Salarié du privé	48	48		54
Salarié d'une entreprise publique	51	39	- 12	60
Salarié de l'Etat ou d'une collectivité locale	57	42	- 15	59
Ensemble	50	41	- 9	54

La baisse du potentiel protestataire entre les deux vagues de l'enquête connaît aussi des inflexions significatives selon les profils politiques. C'est au sein des Français se reconnaissant dans le camp de la gauche que le potentiel protestataire se réduit le plus entre les deux vagues (-13 points) mais qu'il reste au niveau le plus élevé aujourd'hui (58%). C'est parmi les Français se déclarant proches d'un parti politique de droite qu'il atteint son seuil le plus faible (32%).

Parmi les électeurs ayant voté non au Référendum sur la Constitution Européenne en mai 2005, le niveau de protestation a certes baissé mais il reste important (47%, -12 points par rapport à la vague 1). Le mécontentement à l'égard de l'action du gouvernement de Dominique de Villepin renforce aussi la disposition à manifester (48% contre 33% parmi ceux qui la jugent positivement).

L'opposition au CPE obéit à des logiques politiques que l'on retrouvait à l'œuvre au moment de la mobilisation du printemps dernier. Les Français se classant à gauche y sont en très grande majorité opposés (80%) ainsi que les sympathisants proches d'un parti d'extrême gauche (69%) ou de gauche (72%). Ceux qui se sont retrouvés dans le camp du non au Référendum sur la Constitution Européenne, mais aussi ceux qui jugent négativement l'action du gouvernement de Dominique de Villepin, se comptent en plus grand nombre parmi les détracteurs de la réforme (respectivement 62% et 71%). Mais l'opposition au CPE apparaît aussi majoritaire parmi les Français ne se classant ni à gauche ni à droite (57%), ou encore parmi les sympathisants de l'écologie (57%) ou du Front National (53%).

La baisse du potentiel protestataire et les traces de la mobilisation anti-CPE selon les caractéristiques politiques (%)

	Vague 1	Vague 2	Ecart Vague1/Vague2	Opposés au CPE
Gauche	71	58	- 13	80
Centre	41	36	- 5	41
Droite	38	34	- 4	24
Ni Gauche ni Droite	44	35	- 9	57
Proche d'un parti d'extrême gauche	61	45	- 16	69
Proche d'un parti de gauche	60	51	- 9	72
Proche d'un parti de droite	38	32	- 6	28
Proche d'un parti écologiste	53	48	- 5	57
Proche du Front National	47	40	- 7	53
A voté OUI au Referendum sur la Constitution Européenne en 2005	43	38	- 5	39
A voté NON au Referendum sur la Constitution Européenne en 2005	59	47	- 12	62
Juge positivement l'action du gouvernement de D. de Villepin	35	33	- 2	31
Juge négativement l'action du gouvernement de D. de Villepin	59	48	- 11	71
Ensemble	50	41	- 9	54

Ces chiffres montrent la persistance d'un mécontentement diffus dans l'ensemble de la société française. Si la culture de la protestation reste traditionnellement toujours plus marquée dans le camp politique de la gauche, elle tend à se développer dans des segments de la population qui en sont moins familiers. Un tiers de l'électorat de la droite de gouvernement qui se dit prêt à manifester pour défendre ses idées n'est pas une proportion négligeable. Et bien qu'en retrait par rapport à la vague 1, la disponibilité des Français à se faire entendre par d'autres moyens que les urnes apparaît toujours de mise.

Les Français face aux modalités de la participation politique

Dans la seconde vague du Baromètre les Français ont été interrogés sur l'influence de différentes pratiques politiques sur les décisions prises en France. Ainsi avons-nous pu évaluer d'une part la place qu'ils accordent à la participation conventionnelle, le vote, et, d'autre part, leurs avis sur d'autres formes dites non conventionnelles d'action politique, comme manifester dans la rue, faire grève, boycotter des entreprises ou des produits, discuter sur Internet dans un blog ou un forum, ou encore militer dans un parti politique. Il leur était demandé de choisir, d'abord en premier puis en second, les deux modalités de participation qui leur semblaient avoir le plus d'influence. La hiérarchie des pratiques, mais aussi la façon dont elles peuvent être combinées, permet d'apprécier les usages actuels de la citoyenneté et de l'action politique.

Le vote est de loin toujours considéré comme l'outil par excellence d'expression démocratique, capable d'influencer les décisions politiques. Pour 59% des Français, c'est le moyen le plus efficace. Cette priorité accordée à l'acte électoral est d'autant plus forte que la population est âgée : 70% des 65 ans et plus citent le vote en premier. En revanche, la référence au vote reste majoritaire mais de façon moins prononcée dans les classes d'âge les plus jeunes : 53% des plus jeunes le désignent en premier choix.

Les clivages politiques ont une incidence sur l'importance accordée au vote. Ainsi parmi les Français se situant dans le camp politique de la droite l'acte électoral est apprécié plus favorablement que parmi ceux qui se reconnaissent dans le camp de la gauche : 69% des premiers citent le vote comme le moyen le plus influent contre 56% des seconds. Le rapport au système politique selon les proximités partisans déclarées introduit aussi des différences significatives ; les Français se déclarant proches d'un parti de gouvernement accordent une place plus importante au vote (62% le citent en premier) tandis que ceux qui se situent comme proches d'un parti hors-système ou protestataire le privilégient moins (51% le citent en premier choix).

Si le vote est toujours prépondérant, il reste néanmoins une proportion significative de Français (40%) qui choisit en première réponse une autre modalité de participation politique, non conventionnelle : 16% considèrent que manifester dans la rue a le plus d'influence, 12% faire grève, 6% boycotter des entreprises ou des produits, 4% militer dans un parti politique, enfin 3% discuter sur Internet. La manifestation est davantage privilégiée dans les jeunes générations et apparaît en retrait dans les réponses des plus âgées : 20% des 18-24 ans la citent en premier et seulement 11% des 65 ans et plus. Mais on n'observe aucun écart significatif en ce qui concerne les autres types

d'action politique. La faible attractivité des partis politiques se confirme et les Français n'accordent qu'une très faible place à l'activité militante.

Afin de mieux caractériser les attitudes des Français face à la participation politique, nous avons cherché à saisir la façon dont s'articulent les modalités de la participation conventionnelle et les modalités de la participation non conventionnelle. Pour cela nous avons différencié trois groupes : ceux pour qui la participation conventionnelle est prioritaire, citant le vote en premier, et optant en second choix pour une autre modalité de participation, ceux pour qui la participation non conventionnelle est prioritaire mais qui choisissent le vote en second, enfin ceux qui considèrent que la participation non conventionnelle est la plus influente et qui ne choisissent jamais le vote. Ainsi peut-on distinguer des profils assez différenciés.

Les modalités de la participation politique ayant le plus d'influence sur les décisions prises en France (%)

	Participation conventionnelle prioritaire	Participation non conventionnelle prioritaire	Participation non conventionnelle exclusive
Hommes	57	14	29
Femmes	60	15	25
18-24 ans	53	15	32
25-34 ans	57	14	30
35-49 ans	53	17	30
50-64 ans	61	12	27
65 ans et plus	70	13	17
18-30 ans < Bac	51	13	36
18-30 ans = Bac	57	15	28
18-30 ans > Bac	54	14	32
Gauche	56	15	29
Centre	61	15	24
Droite	69	12	19
Ni Gauche ni Droite	54	15	31
Proche extrême gauche	44	15	41
Proche parti de gauche	57	15	27
Proche parti de droite	68	13	19
Proche écologie	52	12	36
Proche du FN	57	15	28
Ensemble	59	14	27

La participation conventionnelle prioritaire est d'autant plus privilégiée que l'on est âgé (70% des 65 ans et plus contre 53% des 18-24 ans), tandis que la participation non conventionnelle excluant le vote l'est davantage par les générations les plus jeunes (32% des 18-24 ans contre 17% des 65 ans et plus). Aux deux bouts de la chaîne des âges le spectre de l'action politique ne s'établit donc pas de la même façon. Même si la majorité des jeunes ne remet pas en cause les fondements de la démocratie représentative, organisés à partir de la décision électorale, une partie d'entre eux expérimente d'autres modalités d'action.

Le clivage gauche-droite a une incidence assez prononcée. La gauche reste davantage porteuse d'une culture politique au sein de laquelle la protestation et la contestation ont une place importante. Ainsi les Français se situant à gauche, bien que privilégiant majoritairement la pratique du vote (56% le citent en premier), accordent-ils plus d'influence à la participation non conventionnelle que les Français se classant à droite (29% contre 19% excluent le vote de leurs réponses). Ces derniers quant à eux sont les plus nombreux à accorder la priorité à la participation conventionnelle (69%, soit 13 points de plus que parmi les Français se classant à gauche). L'attrait des pratiques non conventionnelles apparaît particulièrement marqué parmi les sympathisants d'extrême gauche (41%) qui sont une majorité à les juger comme plus influentes que le vote. Plus du tiers des sympathisants de l'écologie (36%) optent aussi pour un répertoire non conventionnel d'action politique.

En cet automne 2006, le rapport des Français à la politique reste donc encore assez largement empreint de malaise face au système représentatif et le paysage d'une France protestataire semble être la toile de fond de la campagne électorale à venir. Dans les jeunes générations, mais aussi dans la mouvance de la gauche, et notamment de la gauche radicale, des formes d'expression et de participation politiques débordant le cadre de l'élection peuvent être privilégiées et à tout moment réactivées.

Anne MUXEL